

[English version](#) / [Vèsyon kreyòl](#) / [Version française](#)

## **Plus de 120 organisations en Haïti et dans le monde soutiennent le cadre politique qui exige des actions concrètes pour inclure les femmes dans la transition d'Haïti**

**REJOIGNEZ-NOUS le mercredi 24 juillet à 14h sur [zoom](#) pour une conférence de presse avec des experts :**

- **Pascale Solages**, coordonnatrice générale de l'organisation féministe haïtienne Nègès Mawon
- **Carine Jocelyn**, fondatrice et directrice générale de l'organisation de femmes haïtiennes le Collectif des femmes haïtiennes (HWC)
- **Sasha Filippova**, avocate principale de l'organisation de défense des droits humains l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (IJDH)

Plus de 120 organisations des Caraïbes, d'Afrique, des Amériques et d'Europe ont approuvé le [Cadre politique pour une transition efficace et équitable \(FR/KR/EN\)](#). Elles exigent une action immédiate pour respecter les droits des femmes et des filles haïtiennes à l'égalité totale et à la participation aux affaires centrales de leur nation.

Le cadre politique, publié par des groupes féministes et de défense des droits humains en Haïti pour garantir l'inclusion des femmes dans la transition démocratique du pays, énonce les principes bien établis et juridiquement contraignants de l'égalité en vertu du droit haïtien et international, ainsi que les meilleures pratiques pour des transitions réussies. Ces principes comprennent l'inclusion matérielle des femmes dans les instances dirigeantes et la prise en compte des préoccupations qui affectent spécifiquement les femmes et les filles. Parmi les principales recommandations découlant de ces normes, on trouve le fait que les femmes doivent occuper, au minimum, 30 % de tous les postes de direction dans la transition, et que leur inclusion doit refléter l'autorité habilitée et les priorités du mouvement des femmes haïtiennes.

Ces demandes sont d'autant plus urgentes que le gouvernement de transition haïtien est en train de former des institutions clés telles que le Conseil électoral provisoire (CEP) et le Conseil national de sécurité. À ce jour, il n'a pas respecté ses obligations légales envers les femmes et les filles d'Haïti : aucune femme n'a voté au Conseil présidentiel de transition (CPT) ou n'a été interviewée pour le poste de Premier ministre intérimaire. Les dernières nominations du gouvernement de transition à la Commission sur la réforme pénale - 1 femme sur 9 sièges - sont un signe inquiétant qu'il continuera à manquer à ses obligations envers les femmes et les filles d'Haïti sans un changement de politique délibéré. Un tel changement est non seulement essentiel pour respecter pleinement les droits des femmes et des filles en Haïti, mais aussi pour maximiser les chances de succès de la transition pour tous les Haïtiens.

Les organisations qui soutiennent le projet sont le Nègès Mawon d'Haïti, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), le Collectif des Femmes Haïtiennes (HWC), la Plateforme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains (POHDH), le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), le Groupe de Travail sur la Sécurité (GTS), et la Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix (CE-JILAP), ainsi que des groupes du monde entier, y compris des organisations de défense des droits des femmes telles que MADRE, le Center for Gender and Refugee Studies (CGRS), Fòs Feminista, et Equality Now ; des groupes de défense des droits humains tels que Amnesty International USA, Refugees International et l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (IJDH) ; des organisations haïtiennes-américaines telles que le Haitian Ladies Network, la Haitian American Foundation for Democracy (HAFFD) et le Family Action Network Movement (FANM) ; des institutions académiques telles que l'Université Wits en Afrique du Sud et les cliniques juridiques de droits humains de la New York University School of Law, de la CUNY School of Law et de l'American University Washington College of Law (AUWCL) ; et des bailleurs de fonds philanthropiques tels que la Ansara Family Foundation, la Chrysalis Foundation et la Firedoll Foundation.

« Les femmes et les filles haïtiennes ont droit à la dignité et à l'égalité en vertu de la loi haïtienne, qui inclut également les protections internationales des droits humains », a déclaré l'avocate haïtienne des droits humains **Rosy Auguste Ducena du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)**. « Lorsque les femmes sont réduites au silence, la moitié de la population est privée de justice et cet effort de transition vers la démocratie et les droits humains est sapé. L'équité entre les sexes n'est pas négociable - c'est un droit humain fondamental et un pilier central d'une transition efficace ».

« Nous avons vu le gouvernement de transition réagir à notre [communiqué de presse de juin](#), qui dénonçait son incapacité scandaleuse à donner la parole aux femmes, en nommant certaines femmes à des postes d'autorité, sans pour autant centrer les priorités du mouvement des femmes », a déclaré **Pascale Solages, de Nègès Mawon**. « C'est pourquoi il était si important que ce Cadre définisse les principes directeurs et les recommandations essentiels à l'inclusion et à l'autonomisation des femmes et des filles d'Haïti, ainsi qu'à leurs droits. Nous ne serons pas de simples figurants ».

« Les organisations haïtiennes dirigées par des femmes qui font partie de notre réseau sont souvent la seule source de soutien et de services pour leurs communautés. Elles le font en dépit de la violence sexuelle généralisée et d'autres risques graves pour leur vie, et dans un contexte de violence sexiste endémique et de cycles de pauvreté sexospécifiques reflétant l'absence de systèmes publics de protection sociale en Haïti », a déclaré **Carine Jocelyn du Collectif des Femmes Haïtiennes (HWC)**. « Les femmes sont souvent les premières et les plus efficaces à répondre aux crises. Et pourtant, nous sommes laissées pour compte alors que nous sommes l'une des meilleures ressources d'Haïti. Cela doit cesser. Au contraire, le moment est venu de prendre un engagement réel et bien financé en faveur de la réduction des inégalités et de la création d'opportunités. Non seulement parce que c'est ce qu'il faut et ce qui est juste, mais aussi parce que c'est ce dont Haïti a besoin en fin de compte pour réussir dans cette tâche difficile qu'est la reconstruction ».

« La gouvernance inclusive n'est pas seulement bonne pour les femmes », a déclaré **Diana Duarte de MADRE**, « c'est la clé d'une bonne gouvernance et d'une sécurité durable pour tous. Partout dans le monde, du Soudan à l'Afghanistan en passant par Haïti, nous avons vu la communauté internationale traiter l'inclusion et l'égalité des sexes comme des questions distinctes et subordonnées à des

préoccupations telles que la sécurité. Le résultat final est une gouvernance faible et compromise qui coûte des vies. La communauté internationale doit suivre le leadership des femmes haïtiennes défenseurs des droits humains pour centrer l'équité de genre dans le gouvernement de transition d'Haïti ».

« Ce cadre bénéficie d'un soutien vraiment remarquable de la part des groupes en Haïti, y compris ceux qui travaillent à la base. Et un soutien tout aussi fort de la part des partenaires de la solidarité mondiale en Amérique, en Afrique et en Europe », a déclaré **Sasha Filippova de l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH)**. « Il reflète la reconnaissance mondiale du fait que la transition d'Haïti ne peut réussir que si les femmes sont au centre de cette transition et devrait être un avertissement urgent pour les acteurs internationaux impliqués dans le soutien à Haïti qu'ils doivent structurer l'ensemble de leurs programmes et politiques en conséquence ».

### **Contacts médias :**

Pascale Solages, Nègès Mawon | +1 321 347 1179 | [solanges.pascale@negesmawon.org](mailto:solanges.pascale@negesmawon.org) | (KR|FR|EN)

Rosy Auguste Ducena, RNDDH | +509 37 82 2897 | [rkauguste@rnddh.org](mailto:rkauguste@rnddh.org) | (KR|FR)

Sasha Filippova, IJDH | +1 925 997 0171 | [sasha@ijdh.org](mailto:sasha@ijdh.org) | (EN|FR)

Cait Collucino Vogel, MADRE | +1 212 627 0444 | [cmackaman@madre.org](mailto:cmackaman@madre.org) | (EN)

### **Organisations haïtiennes signataires :**

1. 1804 Institute
2. Advens Optical, Inc.
3. Alternative Chance / Chans Alternativ
4. Asosyasyon Sosyal Fanm se Wozo (ASFAWO)
5. Association des Femmes de Borgne
6. Association des Femmes Rénovés de Léogâne (AFREL)
7. Association des Femmes Universitaires du Cap-Haitien Nord
8. Association des Femmes Vaillantes D'Haïti (AFVH)
9. Bra Fanm
10. Bureau des Avocats Internationaux (BAI)
11. Clinique de Recherche, d'Analyse, et d'Assistance Légale de L'École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie (CRAALE)
12. Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix (CE-JILAP)
13. Consortium des Organisations du Secteur Privé de l'Éducation (COSPE) / FCH-Espwa (Fondation Communautaire Haïtienne-ESPWA [*hope*])
14. Courage To Believe International
15. enpaK
16. Faith in Action International - Haiti
17. Fanm Deside
18. Fanm Viktim Leve Kanpe - 'Femmes Victimes, Debout' (FAVILEK)
19. Fédération des Associations Régionales Haïtiennes de la Diaspora (FAREHD)
20. Femme Idéal pour le Développement Économique et Social (FEMIDES)
21. Femmes Combattantes Avisées pour le Développement d'Haïti (FEMCADH)
22. Femmes en action contre la stigmatisation et la discrimination sexuelle (FACSDIS)
23. Fondation TOYA

24. Gran Jipon
25. Groupe d'Appui au Développement et à la Démocratie (GRADE)
26. Groupe de Réflexion sur Haïti (GREFH)
27. Groupe de Travail sur la Sécurité (GTS)
28. Groupement des Femmes Étoiles Brillantes (GFEB)
29. Haïti Adolescent Girls Network (HAGN)
30. Haitian Women's Collective (HWC)
31. ITIAHaïti
32. INITIATIVE DE LA SOCIETE CIVILIERO
33. Komisyon Fanm Viktim pou Viktim (KOFATIV)
34. Konbit Peyizan Grandans (KPGA)
35. Kouraj
36. Koze Jèn Yo
37. Marijàn
38. Nègès Mawon
39. Nou Pap Dòmi
40. Òganizasyon Fanm Leyogàn nan Bagadè k ap lite (OFLBK)
41. Òganizasyon Fanm Vanyan Lakolin Deland (OFVLD)
42. Òganizasyon Feminis Dantò / Dantò Òganizasyon Feminis
43. Organisation Arc-en-ciel D'Haïti (ORAH)
44. Organisation des femmes engagées pour le changement de Saint du Sud (OFECaS)
45. Organisation des Femmes Modernes pour le Développement Communautaire (OFMODEC)
46. Organisation des Femmes Vaillantes de Léogâne (OFVAL)
47. Organisation FIEF
48. Organisation pour l'Émancipation des Femmes à travers l'Éducation (OEFE)
49. Organisation Progressiste pour le Développement de la Commune de Gressier (OPDCG)
50. Organisation Trans d'Haïti (OTRAH)
51. Partners in Health
52. Plateforme des Organisations de Femmes Haïtiennes pour le Développement (POFHAD)
53. Platform of Haitian Human Rights Organizations (POHHDH)
54. PROFAMIL
55. Regroupement des Femmes Actives d'Haïti (RFAH)
56. Regroupement des Femmes Vaillantes de Léogâne (ReFeVaL)
57. Regroupement des Organisations de Femmes de Gressier et de Léogâne (ROFGL)
58. Regwoupman Fanm Aktif (RFA)
59. Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)
60. Rêve Bleu d'Azur
61. Rezo Fanm Kapab DAYiti (REFKAD)
62. Rezo Fanm Radyo Kominotè Ayisyen (REFRAKA)
63. SAN POU SAN FANM (100% FANM)
64. Union des Femmes à Mobilité Réduite d'Haïti (UFMORH)
65. Union des Femmes pour le Développement de Gressier (UFEDEG)
66. Vizyon Fanm Dyanm pou Devlopman Léyogàn (VFDDL)
67. WE ARE WOMEN ORG
68. Zantray Fanm Kreyòl

**Organisations du monde entier solidaires des demandes de la société civile haïtienne :**

1. African Initiative of Women Human Rights Defenders (WHRD Initiative) (South Africa)
2. American Jewish World Service (AJWS) (USA)

3. Amnesty International USA (USA)
4. Anana Consultants (USA)
5. Ansara Family Fund (USA)
6. Association for Emancipation, Solidarity, and Equality of Women (ESE) (Macedonia)
7. Black Feminist Future (BFF) (USA)
8. CAISO: Sex and Gender Justice (Trinidad and Tobago)
9. Center for Economic Policy Research (CEPR) (USA)
10. Center for Gender and Refugee Studies (CGRS) (USA)
11. Center for Human Rights & Humanitarian Law at the American University Washington College of Law (AUWCL) (USA)
12. Chrysalis Fund (USA)
13. Coletivo Feminista de Autocuidado e Cuidado entre Defensoras de Direitos Humanos (Brazil)
14. Empire Women Development Initiative (Nigeria)
15. Equality Now (global)
16. Faith in Florida (USA)
17. Family Action Network Movement (FANM) (USA)
18. Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES) (Tunisia)
19. Fòs Feminista (USA)
20. Friends of Matènwa (FoM) (USA)
21. Give To Haiti, Inc. (USA)
22. Global Justice Clinic at the New York University School of Law (USA)
23. Haitian American Foundation for Democracy (HAFFD) (USA)
24. Haitian Bridge Alliance (USA)
25. Haitian Ladies Network (USA)
26. Haiti School Project (USA)
27. Haiti Solidarity Network of the Northeast (HSNNE) (USA)
28. Human Rights and Gender Justice Clinic at the City University of New York (CUNY) School of Law
29. Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) (USA)
30. International Civil Society Working Group for the Permanent Forum on People of African Descent (PFPAD) (global)
31. Jamii Linguists (USA; Colombia)
32. MADRE (USA)
33. Manifest Haiti (USA)
34. Midnight Books (USA)
35. New England Human Rights Organization (NEHRO) (USA)
36. Okra Collective (Senegal)
37. Presbyterian Church, Office of Public Witness (USA)
38. Quixote Center (USA)
39. Refugees International (USA)
40. Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest (RJFAO) (Africa)
41. Respire Haiti (USA)
42. Revive Your Soul Ministries, Inc. (USA)
43. Roots of Development (USA)
44. Sant La Haitian Neighborhood Center (USA)
45. Sawtche Collectif afroféministe (France)
46. Stop au Chat Noir (Africa)
47. The 360 Evolution Academy, Inc. (USA)
48. The Firedoll Foundation (USA)
49. The Human Rights Brief at the American University Washington College of Law (AUWCL) (USA)

50. They Will Need Foundation (USA)
51. True Alliance Center (USA)
52. Unitarian Universalist Service Committee (UUSC) (USA)
53. Wa Mbedmi (Senegal)
54. Wits University (South Africa)

*Les [soutiens](#) restent ouverts, avec des mises à jour de la liste des soutiens partagées [ici](#)*

**Détails du zoom pour la conférence de presse le mercredi 24 juillet à 14h**

<https://us02web.zoom.us/j/89481052044>

Meeting ID: 894 8105 2044

Find your local number: <https://us02web.zoom.us/j/89481052044>

---

One tap mobile

+16694449171,,89481052044# US

+16699006833,,89481052044# US (San Jose)